

Non à l'agression impérialiste pour faire main basse sur les richesses du Venezuela !

Dans la nuit du 2 au 3 janvier, l'armée américaine, sur ordre de Donald Trump, a mené une opération militaire sur Caracas, la capitale du Venezuela, pour enlever le président Maduro et sa femme. Du jamais vu depuis l'invasion militaire par les États-Unis de l'île de Grenade en 1983 et l'enlèvement de Noriega au Panama en 1989.

Main basse sur le pétrole

Officiellement, Trump a fait kidnapper Maduro pour le juger aux États-Unis pour « narco-terrorisme ». Une accusation ridicule, qui ne prend même pas la peine de cacher les véritables raisons de cette invasion militaire : mettre la main sur les immenses réserves pétrolières vénézuéliennes. Lors de sa conférence de presse, Trump a d'ailleurs carrément prétendu que les États-Unis dirigeaient désormais directement le pays et ses ressources, et a prononcé plus d'une vingtaine de fois le mot « pétrole ».

En réalité, aux yeux des capitalistes américains, le seul crime de Maduro, et de son prédécesseur Chavez, est d'avoir osé nationaliser les compagnies pétrolières vénézuéliennes, et imposé la participation majoritaire de l'État aux installations pétrolières américaines. En 2002, déjà, l'impérialisme américain avait tenté de renverser Chavez. En 2015, c'est Barack Obama qui avait imposé des sanctions économiques au pays, qui ont avant tout touché la population. Une politique qu'a poursuivie Biden, et que Trump a aujourd'hui décidé de poursuivre avec le renversement direct de Maduro par l'armée américaine.

Une menace contre tous les peuples de la planète

Maduro et son prédécesseur Chavez se prétendaient socialistes mais ne défendaient en rien les intérêts des travailleurs et travailleuses de leur pays. Au Venezuela, comme dans bien d'autres pays d'Amérique latine, les libertés syndicales sont suspendues. Maduro s'est maintenu au pouvoir par une répression brutale et a fait emprisonner des centaines d'opposants.

Mais les crimes du dirigeant vénézuélien n'autorisent nullement le grand banditisme impérialiste de Trump dans un déploiement spectaculaire de forces destiné à

intimider tous les peuples de la planète ! Une semaine avant cette opération éclair sur Caracas, les États-Unis avaient déjà mené des frappes sur le Nigeria, le plus gros pays producteur de pétrole d'Afrique. Donald Trump et son secrétaire d'État Marco Rubio menacent maintenant Cuba, la Colombie et le Groenland, de connaître le même sort que le Venezuela. Mais qu'à cela ne tienne : les dirigeants européens, Macron en tête, se sont réjouis de la chute de Maduro. Les dirigeants russes et chinois ont de leur côté condamné cette opération, appelé à la libération de Maduro, qui était leur allié et au « respect du droit international », eux qui pourtant sont des sosies au petit pied de Trump : Vladimir Poutine mène lui aussi une guerre d'invasion en Ukraine, et Xi Jinping organise des opérations navales de grande ampleur menaçant Taïwan, dans le cadre de prétentions tout aussi impérialistes que les États-Unis.

Aux travailleurs et aux peuples de stopper cette folie guerrière !

En réalité, le génocide à Gaza a bien montré à quoi servait le prétendu « droit international » : légitimer la domination des pays impérialistes qui, lorsqu'ils le jugent nécessaire, n'hésitent pas à s'asseoir dessus pour massacrer les peuples et envahir des pays. Il n'y a rien à attendre, ni des dirigeants impérialistes, ni de leurs institutions.

Dès l'annonce des bombardements américains sur Caracas, des milliers de personnes sont descendues dans la rue, en France, en Espagne, en Italie, mais aussi dans les grandes villes des États-Unis, pour dénoncer ce raid. Seuls les peuples et les travailleurs de la planète, en se mobilisant et s'organisant, peuvent stopper la folie guerrière des impérialistes.

À bas l'agression contre le Venezuela ! À bas l'impérialisme !

Des miettes

En décembre, la SNCF a versé une prime de 400€ à tous les agents alors que les NAO, qui auront lieu le 13 janvier, s'annoncent tendues. La manœuvre de la direction est assez évidente sauf que c'est tous les mois qu'il nous manque 400€. À nous d'imposer un rapport de force pour ne pas ramasser des miettes !

Un toit pour tous

Alors que les températures sont dans le négatif, sept familles de migrants dorment toujours à la rue, dans un campement de fortune à Strasbourg. Pourtant on dénombre 14 000 logements vacants à Strasbourg mais pour la mairie et la préfecture pas question de toucher à la propriété des spéculateurs qui font exploser les loyers.

Strasbourg : une clinique privée refuse une patiente étrangère en état critique

C'est le site Rue89 Strasbourg, repris par Mediapart, qui indique qu'une patiente étrangère en état critique s'est vue refuser l'accès aux urgences de la clinique Sainte-Anne faute de numéro de Sécurité sociale. Atteinte d'une obstruction de l'œsophage, qui l'empêchait de boire et de manger depuis trois jours, Nassima, 29 ans, a dû être opérée en urgence quelques heures plus tard à l'hôpital civil (CHU) où son état avait été jugé critique.

Un cas flagrant et scandaleux de non-assistance à personne en danger du seul fait qu'elle soit étrangère.

Des étoiles plein les yeux

Dans un des derniers "Temps réel", le journal de com' de la SNCF, la direction se gargarise sur le succès de ses "sociétés dédiées", les filiales créées par elle-même pour exploiter les différents secteurs de TER... et de nous citer des chefs vantant leurs "équipes mobilisées, engagées, combatives et solidaires".

Traduit de langue de bois en bon français : la Sncf nous dit que la mise en concurrence du réseau, c'est surtout la création de filiales qui permettront de nous diviser en de multiples entités avec des statuts, des droits et des salaires différents pour le même métier ! A nous de nous montrer combatifs, engagés, et solidaires pour ne pas se laisser faire !

La direction rate sa première étoile

Une mise en concurrence d'autant plus absurde qu'elle oppose des filiales de groupes publics ! Justement, en septembre dernier c'est RATP Dev' qui a remporté le lot de l'étoile de Caen. Bizarrement, la même direction de la SNCF qui porte aux nues la concurrence s'est aussitôt répandue en lamentations face à cette "défaite". Elle a même poussé le ridicule jusqu'à diffuser une animation grotesque où un petit

personnage marche dans le brouillard en scandant tout seul des slogans tirés d'un manuel de management... Apparemment, c'est supposé nous convaincre de nous rallier à leur guéguerre. Ce sera sans nous !

Elkem : les patrons de la chimie tuent

Le 22 décembre une explosion a fait deux morts et deux blessés graves (dont une est toujours dans le coma) sur l'usine Elkem Silicones de Saint-Fons. Ils s'ajoutent aux plus de 1200 salariés morts du travail en 2025. L'explication de cette insupportable hécatombe est toujours la même : les patrons rognent sur les embauches et la sécurité pour produire moins cher, dégradent les conditions de travail, ou nous poussent à prendre des risques pour tenir les cadences.

Nous connaissons les sites, les machines, et les méthodes de production. À nous d'imposer les règles de prévention et de sécurité nécessaires.

États-Unis : Trump multiplie ses menaces tous azimuts

Après son intervention au Venezuela et sa capture du président Maduro, Donald Trump s'en est pris dans un discours à Cuba, à la Colombie, au Groenland et à l'Iran qu'il menace d'invasion ou d'intervention si ces pays ne se plient pas à ses exigences. Il ne cache pas que les exploitations pétrolières, minières ou autres sont dans le collimateur, tout comme sa volonté d'assurer son hégémonie politique sur l'hémisphère occidental.

Et face à cela, on assiste à l'impuissance des autres puissances capitalistes, notamment européennes, obligées de s'aligner peu ou prou derrière le locataire de la Maison-Blanche en abandonnant toute pseudo-velléité d'indépendance, même rhétorique. Car dans ce monde capitaliste en crise, c'est lui le patron...

La colère se généralise en Iran

En Iran, les manifestations contre la vie chère (+250 % sur le pain !) ont rapidement pris un tournant politique, avec des appels à renverser la république islamique, malgré une répression ayant fait déjà plus de sept morts.

Les États-Unis et Israël prétendent se préparer à aider militairement les manifestants face à la dictature des mollahs. Mais ils craignent encore plus l'extension du soulèvement dans toutes les couches de la population. Celle-ci a tout lieu de se défier d'une « aide » qui pourrait venir noyer sa révolte sous les bombes...